LA MAISON D'ARRET DE QUIMPER
dite "PRISON de MESGLOAGUEN"

-:-:-

Le département du Finistère a été occupé par les troupes allemandes à partir du 20 Juin 1940.

On trouve trace de la première incarcération par les Allemands à la prison de Mesgloaguen à la date du 24 Août suivant.

Jusqu'en Juillet 1941, les personnes arrêtées par l'Armée d'occupation dans l'arrondissement de QUIMPER-QUIMPERLE furent confiées à la garde du personnel de l'Administration pénitentiaire française. L'Autorité allemande avait voulu placer un factionnaire à la Maison d'Arrêt, mais le gardien-chef avait refusé et le Feldkommandantur n'insista pas.

On relève dans les registres d'écrou relatifs à la première période de l'occupation le nombre de 427 personnes détenues sur l'ordre des Allemands, savoir : 10 en 1940 (8 hommes + 2 femmes), 172 en 1941 (161 + 11), 245 en 1942 (224 + 21).

A partir du mois de Juillet 1942, les Allemands ne donnèrent plus les motifs d'arrestation, qu'ils omettaient déjà volontairement auparavant de signaler au Gardien-Chef de la Maison d'Arrêt dans les cas de délits d'opinions en regard de la loi allemande, de résistance, ou d'espionnage.

Ce qui est regrettable pour le chercheur, c'est qu'ils n'eussent pas continué à indiquer quels étaient parmi les détenus ceux qui avaient été arrêtés pour des faits relevant du droit commun.

Pratiquement, les internés, politiques et résistants, amenés par les Allemands ou, pour les premiers cités, par la police de Vichy, étaient d'ailleurs mélangés sans distinction avec les délinquants de droit commun justiciables des tribunaux allemands ou français.

De fait, parmi les 427 noms de détenus que nous avons examinés, il y en a bien la moitié, pour donner une approximation, arrêtés pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la politique ou la Résistance, et bon nombre d'entre eux pour les larcins commis à l'époque en vertu du "droit" de récupération.

... / ...

Cependant, soumis pratiquement au même régime que les prisonniers de droit commun et contraints de subir leur promiscuité dans les grandes salles communes logeant plusieurs dizaines d'hommes, les Résistants et Politiques jouissaient d'une certaine considération - il serait exagéré de parler de privilèges - de la part de leurs gardiens. Sauf exception, le personnel de la prison consentait, ou même parfois s'offrait, à leur rendre quelques services, notamment en matière de correspondance avec l'extérieur.

Ainsi un Politique, ancien déporté qui a été arrêté par la Police de Vichy en Octobre 1942, nous a dit : "Nous étions autorisés à recevoir des colis familiaux et certains gardiens nous remettaient discrètement notre courrier. Ils rapportaient les dernières informations de la radio de LONDRES et de temps à autre faisaient circuler les journaux régionaux... Ce fut avec MONTFORT-sur-MEU (Ille-et-Vilaine) la seule prison, à ma connaissance, où le personnel de l'Administration pénitentiaire fit montre de compréhension, et même de sympathie à l'égard des Résistants et des Politiques" (1). Car cet ancien déporté a connu par ailleurs les prisons de POISSY, MELUN et CHALONS-sur-MARNE.

J. KERLYVE (2) écrit à propos du quartier allemand - c'était en 1944 - que les prisonniers arrivaient à capter quelques nouvelles du dehors "grâce à la bienveillance des gardiens du quartier français... L'un, en particulier, apparaissait parfois quand il entendait siffler un détenu du quartier allemand. Il passait sans en avoir l'air devant la fenêtre grillée du lavabo et recevait le papier que laissait glisser le camarade".

Un événement particulièrement tragique marqua les premiers temps de l'occupation à la prison de Mesgloaguen : un brave marin-pêcheur de Saint-Guénolé-PENMARC'H, François PERON, âgé de 36 ans, avait été arrêté le 20 Novembre 1940 pour avoir porté un coup de poing à un Sous-Officier, commandant une patrouille, en riposte à un coup de crosse de pistolet que l'Allemand lui avait donné.

Il fut condamné à la peine de mort. Les Autorités de Vichy et diverses personnalités du département intercédèrent en sa faveur auprès de la Kommandantur, du Haut-Commandement Militaire allemand, etc..., mais en vain. Le condamné fut extrait de sa cellule le 10 Février 1941, pour s'entendre signifier le rejet de son pourvoi en grâce.

Ramené à la Maison d'Arrêt, il décida de fausser compagnie au surveillant qui le reconduisait à l'atelier. Il lui claqua la porte du couloir au nez et chercha à pousser le verrou sans y parvenir.

.....

Le gardien, qui avait entendu François PERON murmurer : "de toute façon la mort est au bout...", était resté là, ne sachant que faire, ému d'une part par la détresse du condamné, inquiet dans doute, d'autre part, ne connaissant pas les intentions du marin-pêcheur à son égard.

D'après le surveillant (3), on sonna sur ces entrefaites. Etant seul de service à cette heure, il fut ouvrir le portail d'entrée. Il se trouva devant un prêtre, qui venait pour confesser François PERON, accompagné par deux soldats allemands, et dut avouer qu'il avait laissé son prisonnier dans la situation que l'on sait.

Quoiqu'il en fut, François PERON s'était échappé par une fenêtre et, parvenu sur le mur de séparation du quartier des hommes d'avec celui des femmes, il avait réussi à gagner le toit des ateliers de la prison d'où, on l'a su plus tard, il avait sauté dans le vide d'une hauteur de six à sept mètres.

L'alarme fut donnée. Une patrouille découvrit le fugitif dans le jardin contigu à la prison. Il s'était brisé la jambe gauche, ce qui l'avait empêché de fuir.

Le blessé fut enfermé dans une cellule, avant d'être hospitalisé à QUIMPER, puis à CONCARNEAU.

C'est près de cette ville, dans le domaine de Kériolet, que les Allemands le fusillèrent le 25 Février 1941, allongé sur un brancard.

L'évasion dramatique de PERON, les circonstances de son exécution, la première en date dans la région de QUIMPER, frappèrent et indignèrent l'opinion publique. D'aucuns révisèrent leur jugement sur les Allemands "corrects" de la propagande ennemie et collaborationniste.

A la prison, le surveillant échappé aux sanctions en arguant de la faiblesse de l'effectif du personnel. (4)

Vers la fin de 1941, ou au début de 1942, l'Administration Pénitentiaire fut mise en demeure, par les Autorités d'occupation d'évacuer le quartier des hommes à la prison de Mesgloaguen. Il n'y eut plus, du côté français, qu'un seul bâtiment destiné aux détenus des deux sexes.

Les Allemands entreprirent dans la partie qu'ils se réservaient d'aménager 25 cellules, prévues en principe pour loger quatre prisonniers, mais qui, dans des conditions normales, n'eussent

.....

pas été destinées à recevoir plus d'une personne. Et il y eut parfois cinq, et même six internés par cellule.

Le couchage, composé de châlits, avec des paillasses et quelques couvertures, était somme toute "acceptable", nous a dit un ancien prisonnier⁽⁵⁾. Relativement, sans doute, à celui que le témoin a connu par la suite à MAUTHAUSEN.

Un autre, ex-prisonnier, ancien déporté lui aussi, estime que "les conditions d'habitation des cellules étaient meilleures" à la prison Mesgloaguen "qu'à la prison Saint-Charles de QUIMPER-KERFEUNTEUN, offrant aux quatre détenus qui occupaient chacune de ces cellules le confort (très relatif) de lits superposés⁽⁶⁾. Il apparaît, en effet, que, à St-Charles, les cellules étaient encore plus peuplées, et le couchage consistait seulement en quelques paillasses.

Par ailleurs, en été, les détenus du quartier allemand à la prison de Mesgloaguen souffraient du manque d'aérage et de lumière. "Une fenêtre haute, fermée presque entièrement par des lattes de bois, laissait passer... si peu d'air que les malheureux se relayaient durant les après-midi d'été pour se hisser l'un après l'autre jusqu'à l'étroite ouverture du haut, afin de respirer un peu mieux". (7).

Le plancher des cellules était méticuleusement propre, le seul travail auquel étaient astreints les détenus consistant à le râcler à l'aide d'un tesson de bouteille. Cette opération était devenue une manière de passe-temps.

Cette propreté apparente n'empêchait pas les reclus d'être dévorés par les puces (8).

La mère d'un jeune interné crut qu'il avait été torturé, tant le linge de corps qui revenait de la prison portait de petites taches de sang - qui étaient des marques de puces. Celles-ci grouillaient dans les paillasses. La chasse était une autre distraction des reclus. Le score atteignit un jour le nombre de 280 victimes.

A partir du moment où l'ancien quartier des hommes avait été complètement isolé par les Allemands, l'Administration française n'eut plus que le contrôle nominatif des internés, et ce parce qu'elle continuait à assurer la nourriture des internés et qu'elle exigeait une justification du nombre des rationnaires.

Ainsi, sur un registre relatif à la période du 3 Septembre 1942 au 30 Octobre 1943, on dénombre 661 internés, savoir :
156 (133 hommes + 23 femmes) pour les derniers mois de 1942 ;
505 (440 hommes + 65 femmes) du 1er Janvier au 30 Octobre 1943.

.....

Les noms des intéressés sont mélangés, sans distinction ni mention : Résistants, Politiques, détenus de droit commun. Parmi les femmes on identifie des prostituées dénoncées pour avoir contaminé des soldats allemands.

Le personnel de surveillance de la Maison d'Arrêt chercha, par différents subterfuges, à se renseigner au sujet du sort des détenus.

Un moment, le gardien spécialiste de l'anthropométrie eut accès au quartier allemand, mais les geoliers, le jugeant probablement trop curieux, lui signifèrent un jour qu'ils se passeraient désormais de ses services. (9)

On a ainsi consigné sur le registre précité l'indication de 27 transferts de détenus pour les derniers mois de 1942 : 11 à RENNES, 2 à VILLENEUVE-SAINT-GEORGES, 2 à BREST, 12 dans un lieu inconnu ; de 82 transferts entre le 1er Janvier et le 30 Octobre 1943 : 50 à RENNES, 4 à TROYES, 1 à PARIS, 1 en Belgique, 26 dans un lieu inconnu.

Un autre événement dramatique survint sans que les Allemands cette fois eussent été directement en cause : le "suicide", le 13 Octobre 1942, dans la soirée, de François HARRE, 52 ans, chauffeur à la S.N.C.F.

François HARRE avait été arrêté le 8 Octobre précédent, par la Police Spéciale de QUIMPER, pour ses activités au parti communiste clandestin.

Comme il n'y avait plus de place au quartier français - c'était à l'époque de l'affaire "LE BRIS et autres", la Police Spéciale avait procédé à une soixantaine d'arrestations de membres de l'O.S. et du P.C. - François HARRE fut incarcéré au quartier allemand, en vertu sans doute d'un arrangement entre les Autorités de Vichy et la Feldkommandantur.

Ce détail du quartier allemand a son importance, car François HARRE fut découvert pendu dans sa cellule quelques minutes seulement après avoir été interrogé par la Police Spéciale ()

Etant donné les circonstances, l'opinion s'accrédita en effet que le prisonnier était mort sous les coups, puisqu'il avait été pendu au barreau de la fenêtre de sa cellule à l'aide de la ceinture de flanelle qu'il portait, afin que l'on crût à un suicide.

Les certificats médicaux des Docteurs TUSET et LE BRIS, appelés à la prison au chevet de François HARRE, font seulement

état des moyens de secours qui furent utilisés pour essayer de ramener le malheureux prisonnier à la vie. (10)

Comme nous l'avons précisé supra, François HARRE se trouvait détenu au quartier allemand, et c'étaient les geoliers allemands qui amenaient les détenus jusqu'à la porte de communication avec le quartier français - où les interrogations avaient lieu - et qui les ramenaient à leur cellule.

Après avoir été questionné, François HARRE avait réintégré sa cellule, et les gens de la Police Spéciale discutaient entre eux dans la cour de la prison quand un inspecteur arriva qui leur fit part de la saisie, en gare de QUIMPER, d'une valise contenant des tracts de propagande communiste.

Le Commissaire Spécial chargea alors l'un des Inspecteurs de demander aux geoliers allemands d'extraire de nouveau le prisonnier de sa cellule.

Ainsi c'est un Allemand qui avait découvert le premier la pendaison de François HARRE. Ceci n'enlèverait rien à la responsabilité morale de la Police Spéciale quant à la brutalité à l'égard, non pas seulement de HARRE, mais des détenus politiques en général, fut de toute manière à l'origine de la mort du prisonnier, qui peut-être craignait d'être contraint de parler sous les coups.

Le 1er Novembre 1943, les Allemands cessèrent de donner au Serveillant-Chef de la Maison d'Arrêt les noms des internés. Le Quartier allemand de la prison de Mesgloaguen devenait complètement autonome ou, plus exactement, était rattaché du point de vue de la subsistance à la prison Saint-Charles, qui venait d'être aménagée pour recevoir des détenus français ; auparavant elle avait servi de prison militaire aux Allemands.

C'est de Saint-Charles que vint désormais la nourriture des internés de Mesgloaguen. L'ordinaire, comme bien on le pense, ne s'en trouva pas amélioré, au contraire.

Le matin, les détenus recevaient un demi-litre environ d'un breuvage baptisé "café".

A midi, on leur distribuait une gamelle de soupe, où nageaient des pommes de terre et des choux, qui pouvait être aussi bien du ragoût sans viande.

A quatre heures, ils recevaient deux morceaux de pain (deux cents grammes), quelquefois recouvert de margarine ou d'une tranche de saucisson ().

.....

Un prisonnier transféré de la prison Saint-Charles en Mai 1944 jugea que la nourriture était plus mauvaise ici que là d'où il venait. (12)

En Novembre 1943 et même en Février 1944, les Résistants et les Politiques étaient encore autorisés à recevoir des colis familiaux, mais en Mai 1944 cette "faveur" a été supprimée, et seuls les détenus de droit commun recevaient éventuellement le vendredi des colis renfermant des denrées alimentaires, que la plupart d'ailleurs partageaient avec leurs compagnons de cellule quels qu'ils fussent (13). Les internés eux n'avaient le droit qu'aux paquets contenant du linge de rechange.

Une fois par semaine également, la Croix Rouge procédait à la distribution de tartines de pain et de confiture, mais sous le moindre prétexte ce petit supplément était supprimé, comme il le fut le cas durant un mois, en Mai 1944 (14).

Dans les colis de linge et de vêtements, les prisonniers parvenaient à faire rentrer du tabac, caché dans l'épaulette d'un veston, le bout d'une chaussette ou le fond d'une bouteille thermos ; des pierres à briquet dans le col d'une chemise. Les cigarettes étaient roulées dans le papier d'emballage des colis, lequel servait par ailleurs à la confection des cartes à jouer. Les reclus fabriquaient des dés avec de la mie de pain dans laquelle ils incrustaient du papier argenté.

Les "sorties" dans la cour avaient lieu chaque jour durant un quart d'heure, suivant les règles des pénitenciers. Les détenus en profitaient pour solliciter, chacun à son tour, l'autorisation de se rendre aux W.C. Ils y déposaient des billets destinés à leurs camarades des autres cellules. C'est ainsi qu'ils se communiquaient les nouvelles. Une fois par semaine ils étaient conduits à la douche au Quartier français.

L'instant de la toilette du matin était mis à profit pour la transmission de lettres à l'extérieur de la prison. Le vasistas éclairant le local surplombait la cour du Quartier français. Il suffisait d'une seconde d'inattention de la sentinelle placée à la porte et la boulette de papier était lancée.

Le court message qu'elle contenait portait l'indication: "A remettre chez le Docteur CONAN" (Résistant de la première heure habitant un immeuble voisin, et dont les deux fils se trouvaient eux aussi détenus à la prison). (15)

Les messages parvenaient généralement aux familles par l'intermédiaire des surveillants du Quartier français.

A l'intérieur de la prison, les communications étaient quasiment impossibles de cellule à cellule. Les gardiens allemands

faisaient des rondes nocturnes à pas de loup. Un interné, qui tentait de correspondre par le judas avec ses camarades d'en face, fut surpris et assommé par le garde-chiourme à coups de pieds et à coups de crosse de revolver assénés sur la tête.

Trainé au sous-sol, dans un réduit obscur, il y demeura quarante-heures durant, privé de nourriture et dormant à même la terre battue, n'ayant d'autres visites que celles de la sentinelle qui venait de temps à autre le narguer (/6).

Le Quartier allemand avait été pendant un certain temps sous la surveillance d'un Sergent qui pouvait paraître assez humain en comparaison de son adjoint, un Caporal, prussien dans toute l'acception du mot.

Ces deux gradés avaient à leur disposition quelques marins allemands appartenant à l'équipage mutin d'un sous-marin basé à l'époque à BREST, et dont la plupart des camarades étaient à la prison Saint-Charles.

L'un de ces marins, qui disposait d'une liberté relative, accepta de poster une lettre en ville à la famille d'un détenu (/7).

Le chef du poste fut un jour remplacé par un autre sergent, d'origine autrichienne, marchand de meubles dans le civil. Il entretenait de bonnes relations avec les surveillants du Quartier français qui, par lui, avaient des nouvelles des internés pour les communiquer à l'occasion aux familles intéressées.

Probablement dénoncé par son sous-ordre, le caporal prussien, le sergent se retrouva simple soldat, affecté à la prison Saint-Charles.

Quant aux détenus, il arrivait qu'ils fussent transférés de la prison de Mesgloaguen à la prison Saint-Charles. Ça n'était pas, pour lors, l'indice d'une amélioration de leur sort. Saint-Charles, c'était plus particulièrement la menace du peloton d'exécution.

Il arrivait, mais c'était assez rare, que les détenus fussent transférés de Saint-Charles à Mesgloaguen. C'était plus rassurant pour eux.

Mais de l'une comme de l'autre prison, les convois s'en allaient vers les camps de concentration.

C'est ainsi que nous avons relevé les noms de 82 déportés qui passèrent par Mesgloaguen avant d'être dirigés sur l'Allemagne, savoir : 7 en 1941 (6 hommes + 1 femme), 36 en 1942

.....

(33 hommes + 3 femmes), 30 en 1943 (27 hommes + 3 femmes), 9 en 1944 (hommes).

On voit que ces renseignements sont incomplets, surtout pour la dernière année de l'occupation, au sujet de laquelle nous n'avons pour ainsi dire aucune indication des départs.

Cependant, le 9 Juin 1944, une cinquantaine de détenus, Résistants et Politiques, partirent de Mesgloaguen pour Saint-Charles où un convoi de 150 prisonniers fut formé, qui fut acheminé le lendemain vers l'Allemagne (AP).

Le 6 Juin, les prisonniers avaient appris la nouvelle du débarquement allié "quelques minutes seulement après qu'elle fût donnée au monde".

Il avait été convenu, par le moyen de la correspondance clandestine, que Pierre MAILLET et Alain CONAN échangeaient avec l'extérieur, qu'un camarade, Robert GRANDJEAN, qui habitait le Lycée de la Tour d'Auvergne, à proximité de la prison, jouerait les premières mesures de "La Pastorale" de Beethoven et attacherait à la fenêtre de sa mansarde, que les prisonniers apercevaient au travers des barreaux de l'ouverture de leur cellule, un linge dont la couleur indiquerait approximativement le lieu de débarquement.

Le 10 Juin au soir il y eut une tentative des Résistants, conduits par Jacques MAILLET, pour délivrer les prisonniers de Mesgloaguen, parmi lesquels se trouvaient ses deux frères. La tentative échoua. De toute manière, les prisonniers étaient déjà partis pour l'Allemagne, via la prison Saint-Charles

Le Correspondant Départemental,

A. LE GRAND.